

1992

«**Le campus et l'aménagement urbain**»

LE MONDE campus

Supplément n° 14707, mardi 12 mai 1992

Pages 33 à 34

Le campus et l'aménagement urbain

Comment concevoir les relations entre les sites universitaires et la vie urbaine ? Responsables académiques, architectes, urbanistes, sociologues et élus locaux ont confronté leurs expériences lors d'un colloque à la Sorbonne.

EN lançant un vaste programme de constructions, le plan « Université 2000 » a provoqué une réflexion en profondeur sur l'aménagement urbain et sur les relations entre l'université et la ville. La formule du campus, chère aux planificateurs des années 60, a été vivement critiquée, beaucoup souhaitant un retour des étudiants dans le centre des villes. Est-ce possible, et à quelles conditions cela peut-il réussir ? Sur quelles bases doivent s'établir les relations entre les universitaires, jaloux de leur autonomie, et les collectivités territoriales – les régions en particulier, – qui jouent un rôle grandissant dans le financement et la localisation des universités ? Comment éviter les erreurs de conception des années 60 et adapter les nouvelles constructions à l'évolution du public étudiant ?

Toutes ces questions ont été au centre d'un débat qui s'est tenu à la Sorbonne en décembre dernier, à l'initiative des trois ministères de l'équipement, de la recherche et de l'éducation, et qui a réuni autour du Monde des responsables académiques (recteurs, présidents d'université), des élus locaux, des architectes, des urbanistes et des sociologues. Nous reproduisons ici l'essentiel de ces discussions, avec les interventions de M^{me} Francine Demichel (qui était alors présidente de l'université Paris-VIII-Saint-Denis) et de MM. Marc Wieil, directeur de l'agence d'urbanisme de la communauté urbaine de Brest, Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans et secrétaire d'Etat aux collectivités locales, Antoine Grumbach, architecte-urbaniste, François Dubet, chercheur en sociologie à l'université Bordeaux-II et Pierre Lucas, recteur de l'académie de Bordeaux.

Le Monde. – M^{me} Francine Demichel, vous êtes présidente d'une université – Paris-VIII – Saint-Denis – qui a mis au point un projet ambitieux de développement et d'intégration dans l'environnement urbain. Comment avez-vous vécu cette expérience et comment concevez-vous la relation entre l'université et la ville ?

Francine Demichel. – Je fais partie de la génération des présidents d'université qui ont

eu une chance extraordinaire. On ne nous demandait plus de construire des préfabriqués ou de travailler sur des projets à long terme qui ne se réalisent pas ou dans des délais très longs, mais de construire, dans l'urgence, du définitif. C'est une démarche tout à fait inattendue qui nous a obligés à réfléchir sur nos méthodes de travail. Au lieu de raisonner en termes administratifs, en comptables, nous avons été contraints de raisonner rapidement, en entrepreneurs. Les architectes, les experts qui nous ont aidés, nous ont montré qu'il fallait articuler beaucoup mieux l'urgence et le long terme, penser en même temps construction quantitative et réaménagement qualitatif.

» Les normes sont rigides, fondées sur des concepts fictifs. Par exemple, le concept de salle de cours ou de secrétariat est à réinventer. On sait très bien que le secrétariat fait de l'accueil : de même les bureaux des enseignants servent à des choses différentes, diversifiées et complexes, et pas forcément pour qu'un enseignant y fasse ses recherches en solitaire. Les couloirs sont pensés, sur le plan architectural, comme des

lieux de traversée pour aller d'un endroit à un autre ; or ce sont des points centraux de l'université, parce que c'est là que se font les échanges d'idées, que se manifestent les conflits, que les étudiants attendent en masse que s'ouvre la porte du secrétariat.

» Il y a ainsi toute une série de choses à repenser. Il nous faut créer des équipes diversifiées d'enseignants, d'administratifs, capables d'accompagner ces constructions. Les universités qui ont réussi ce travail d'accompagnement ne sont pas forcément celles qui avaient l'infrastructure technique, mais celles qui ne craignaient pas de prendre des risques, d'innover et qui n'attendaient pas que les choses arrivent de l'extérieur.

» Nous avons gardé de notre vieille tradition vinnenoise une formule qui me paraît assez bonne : « *Quelles que soient les circonstances, il faut toujours compter sur ses propres forces.* » On a donc essayé d'utiliser ce qu'on avait à l'université pour impulser cette action de construction à laquelle les universitaires sont d'autant moins préparés qu'il y a peu



PHOTOS J. BONNEFOY

L'université Paris-VIII - Saint-Denis.

d'équipes de recherche qui aient réfléchi sur cette articulation « université et ville ». Nous disposons de réflexions en sciences de l'éducation et de pédagogie ou d'urbanistes et d'architectes sur la ville, mais très peu de réflexions globales liant l'université à la ville. L'université ne peut plus être un ghetto. Elle doit devenir un équipement urbain, un service public de proximité, un espace public de formation dans la ville.

» Il y a des blocages administratifs au niveau des constructions, que nous avons essayé de tourner. Mais les principaux obstacles viennent de ce qu'il faut penser différemment les constructions universitaires. Qu'est-ce que c'est qu'une université dans la ville ? A mon avis, deux choses : d'abord répondre aux besoins d'étudiants de plus en plus nombreux et différents, qui attendent de l'université qu'elle soit un lieu de travail, mais aussi de vie. Il y a des prestations de services sociaux au sens large et, éventuellement, de services marchands que nous devons intégrer dans l'architecture et l'aménagement universitaires. Cela est évident pour les campus excentrés, mais aussi pour ceux qui sont situés en périphérie urbaine, où il n'y a pas de commerces... Si l'on veut faire rentrer l'université dans la ville, il faut qu'un certain nombre de services urbains soient dans l'université. Les étudiants, arrivent à 8 heures du matin et en repartent à 9 heures du soir. On ne peut pas se contenter de leur offrir des cours et un vague restaurant universitaire, plus ou moins bondé.

» Le deuxième problème tient à l'aménagement de l'espace. Les rapports entre l'université et la ville à Paris-VIII s'inscrivent dans un contexte de porosité, où la ville, avec ses désordres, sa vie de fête, de joie, de mouvement, entre dans l'université. On ne construira pas les rapports entre l'université et la ville si ceux-ci sont purement institutionnels, s'ils se réduisent à une convention ou une collaboration entre le maire et le président de l'université, et s'ils ne se traduisent pas sur le terrain par la possibilité pour les habitants de quartier de venir à l'université, d'y trouver un certain nombre de choses, d'y être bien. Il faut que l'université soit un endroit où ils puissent passer, rester, trouver des activités. C'est ce que nous avons essayé de faire à Paris-VIII. Une université est un lieu qui appartient au quartier, même si les habitants de ce quartier n'ont pas toujours eu la chance d'y entrer. C'est un lieu de socialisation des étudiants et nous devons assumer ce rôle dans les universités de masse.

» C'est un discours qui n'est pas toujours bien accepté, parce qu'il est plus facile de vivre protégé dans un ghetto. Le temps universitaire, le temps des cours, est chronométré, la recherche travaille sur du long terme. Mais quand le temps de la ville pénètre dans l'université, on ne maîtrise plus rien. Beau-



L'UT de Cergy-Pontoise.

coup d'universitaires sont au fond d'eux-mêmes satisfaits du ghetto parce que ça les protège. On se plaint, on attend de l'Etat ou de la ville que les choses arrivent, mais on se satisfait d'une pauvreté relative, parce qu'on obtient en échange une certaine tranquillité. A partir du moment où vous mettez l'université dans la ville, où vous installez des commerces, vous introduisez un rythme urbain. Si vous dites que l'université doit fonctionner comme la ville, douze heures sur vingt-quatre, dix mois par an, vous introduisez des perturbations dans un rythme universitaire qui est relativement cadré.

» Pour une présidente d'université, c'est une gestion difficile, puisqu'on est amené à gérer les aléas, les incertitudes. Mais c'est la logique. On ne gère pas une université ouverte comme une université bien cadrée, bien organisée avec des contrôles d'entrées, par exemple.

» Bien sûr, il faut un partenariat institutionnel. Celui-ci fonctionne bien dans un certain nombre de sites difficiles de la région parisienne. Mais cela ne suffit pas ; ce qu'il faut c'est, sur le terrain, entre les gens qui avoisinent l'université et l'université elle-même, une symbiose, un métissage. Je pense que l'avenir des universités, c'est le métissage : métissage interne, métissage des populations étudiantes, métissage culturel, métissage pluridisciplinaire, mais aussi métissage urbain.

Le Monde. – On pourrait poser la question inverse à Marc Wieil : est-ce que l'université est un élément de perturbation pour la ville ? Est-ce que

vous n'étiez pas plus tranquille avant ?

Marc Wieil. – Si, d'une certaine façon. Dans le basculement de ces trois dernières années, l'initiative est partie de l'université. La collectivité était au départ très réticente à ses demandes. On se demandait si tout ça n'était pas fait pour avoir des subventions. Il y avait même, de la part des élus, une méfiance sur l'authenticité des besoins, que nous, techniciens, avions identifiés. Leur évolution, en particulier pour ceux de Brest, a été relativement progressive. Ce qui l'a provoquée, c'est la prise de conscience croissante de la réalité de la poussée universitaire et de l'enjeu que représentait la mise en scène de l'université dans la ville. Il a fallu que les partenaires puissent dépasser leur méfiance, qu'ils s'habituent à travailler ensemble.

» Brest est une petite ville. Il y a beaucoup d'universitaires dans le conseil municipal et beaucoup d'élus dans l'université. Mais ce qui paraît le point de départ d'un rapprochement est, souvent, la cause d'une querelle entre institutions.

» Les raisons de travailler ensemble, du point de vue de la collectivité, tiennent à la découverte que l'image de la ville et celle de l'université dans la ville ont des conséquences urbaines fantastiques.

» A Brest on a pris au premier degré la notion même de schéma universitaire. Celle-ci a souvent été interprétée du point de vue de l'aménagement des campus ou de leur périphérie. Or il se trouve qu'à Brest le campus était bloqué. On s'est donc posé la question de savoir que faire avec les exten- ▶

► sions, comment disposer les éléments universitaires nouveaux dans l'agglomération.

» Le schéma universitaire est d'abord à l'échelle de l'agglomération : comment la ville et l'université s'organisent globalement pour les logements, les transports, le fractionnement des divers éléments de l'université. Ce niveau d'appréhension à l'échelle de l'agglomération tout entière me paraît d'autant plus fondamental qu'il n'est pas naturel ; ce qui est naturel, c'est de raisonner aux franges.

Le Monde. – Jean-Pierre Sueur, vous qui êtes maire d'Orléans et universitaire, comment voyez-vous les relations entre ces deux mondes ?

Jean-Pierre Sueur. – A Orléans, nous avons ce double phénomène d'un campus construit, il y a vingt, vingt-cinq ans, et, de l'autre côté, d'une énorme avenue, d'une ville nouvelle, La Source, construite à la même époque. L'université est coupée de la ville nouvelle, et l'ensemble est loin de la ville.

» Notre travail consiste d'abord à relier l'université à la ville nouvelle, en constituant un cœur au point de rencontre de ces deux univers, sous la forme d'une opération « Banlieues 89 ».

» Nous nous efforçons de recréer là un centre urbain. Les bâtiments de l'université flottent à l'intérieur d'un campus en train de se densifier. D'autre part, dans la ville nouvelle, il y a peu de rues et beaucoup d'avenues : à l'époque, on pensait beaucoup aux automobiles. Si bien qu'il n'est pas possible de faire des manifestations, des processions. A moins d'être 7 000 ou 8 000, vous flottez dans l'espace. Nous prévoyons de ramener les avenues de deux voies à une seule voie, pour faire un cœur de ville – ce que les gens ne comprendront pas forcément bien...

» Nous avons le projet de réintégrer tout cet ensemble à l'intérieur de l'agglomération. D'accompagner l'extension spontanée, d'y mettre un certain ordre, une certaine cohérence. Nous réfléchissons à un petit train qui permettrait d'aller plus vite de Fleury-les-Aubrais à Orléans jusqu'à La Source.

» Ce sont des problèmes très concrets, pour lesquels les relations entre les universitaires et la ville ne sont pas mauvaises.

» Actuellement, on est au cœur d'un débat sur les rapports entre les collectivités locales et les universités : qui exerce le pouvoir ? A l'université, ce sont les universitaires, d'où le concept de franchise. Mais les élus locaux veulent avoir aussi leur mot à dire. Et quelles doivent être les compétences respectives de l'Etat et des régions en matière universitaire ? La gestion localiste de l'université – fût-ce par une région – ne me satisfait pas beaucoup. L'université a un rapport avec l'universalité du savoir. Elle ne peut accepter d'être subordonnée à des considérations de pouvoir local. Mais il faut que l'université soit aussi autre chose. La revendication d'une

franchise ne doit pas être abolie ; ce serait une grave erreur. On ne peut pas revenir à l'époque où les deux mondes, des universités et des collectivités locales, s'ignoraient superbement. La réponse est nécessairement contractuelle : il n'est pas possible que les universitaires d'un côté ou la collectivité locale de l'autre aient tout le pouvoir. Il faut donc trouver ce lieu du conflit, de la cohérence ou en tout cas du dialogue.

Le Monde. – Antoine Grumbach, dans ce partenariat qui se dessine, dans ce métissage, quel est l'espace de l'architecte ?

Antoine Grumbach. – Il y a d'abord un problème d'échelle. Le travail des schémas universitaires est fondamental, et c'est un travail de négociation. L'expérience que je viens de vivre, depuis deux ans, à l'université de Versailles - Saint-Quentin, c'est deux ans de négociation, chez le préfet et les élus, pour trouver des terrains, définir des stratégies urbaines liées aux transports en commun. Là, il y a un véritable projet. Je crois que toutes les villes qui projettent de construire une université nouvelle, ou tentent d'aménager une université existante, devraient s'attacher à ouvrir un chantier qui sera permanent.

» Or les universités n'ont souvent pas les moyens matériels et intellectuels d'assurer

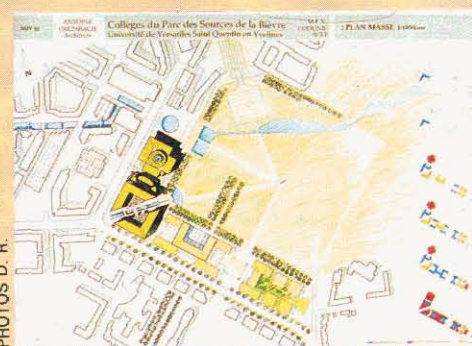
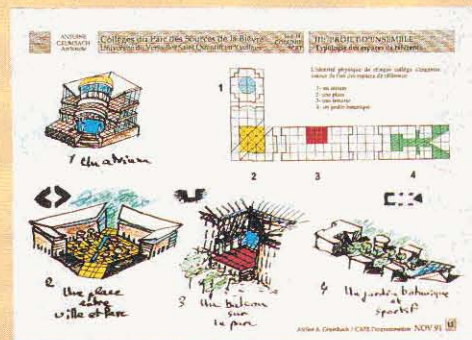
de bâtiments d'accompagnement à construire, soit, au total, 450 000 m². C'est gigantesque.

» Ce qui me frappe, c'est que nous nous trouvons dans la même situation que celle des années 60. Quand on a programmé et construit les premières universités, quand on a construit les grands quartiers d'habitation, on a répondu à une demande quantitative. Mais on a très peu cerné le plan quantitatif. Que voulons-nous vraiment ? Quelle idée a-t-on de l'université ? Quels rapports y a-t-il entre la recherche, l'enseignement, la convivialité, l'articulation avec la ville, le rythme universitaire, le rythme urbain, le rythme général de la vie industrielle et productive ? Il y a un manque de réponses et de moyens.

» Les présidences d'université ne peuvent pas assurer la continuité intellectuelle et matérielle d'un plan d'aménagement. Je suis pour de véritables équipes de planification des universités, à la fois physique et intellectuelle, ayant les moyens de perdurer. La transformation de l'équipement des universités, ce n'est pas un problème de design, de querelle entre le moderne et le postmoderne, c'est un problème de longue durée.

» Je voudrais insister sur la nécessité d'un véritable travail qui doit s'appuyer sur la recherche. Malheureusement, la recherche universitaire démarre en même temps que la construction. On lance le plan de recherche fondamentale sur l'université, mais, quand on aura les résultats, on aura déjà construit environ 500 000 m² de bâtiments en France. C'est le problème du décalage entre la recherche et le projet. Je sais le vide absolu auquel je me suis confronté quand on m'a demandé de m'occuper de cette université. Comme je suis également enseignant, je me rends compte de l'absence de réflexion, de l'inexpérience. Même les problèmes de gestion ne sont pas posés et je suis inquiet. Est-ce que l'on est sur la bonne voie ? Le programme « Université 2000 » part dans une espèce de hâte à mettre en place des dispositifs de production d'espace, sans avoir véritablement réfléchi sur ce dont on a véritablement besoin.

» Par exemple, les normes avec lesquelles on construit aujourd'hui ont été faites à une époque où il n'y avait pas d'auto-enseignement et où les universités n'avaient pas d'ordinateurs. D'autre part, la question de l'identité de l'université n'est pas abordée : quelle est la représentation de l'université ? Est-ce une folie d'architecte ou y a-t-il un consensus de l'institution dans son ensemble ? Il peut y avoir des projets d'université, des représentations d'université. Il faut que les universitaires arrivent à dire ensemble ce qu'est l'université. Une université, ce n'est pas des colonnes corinthiennes avec un chapiteau ►



Projet pour l'université de Versailles - Saint-Quentin-en Yvelines par l'architecte Antoine Grumbach.

une véritable maîtrise d'ouvrage. Voilà de nombreuses années que l'on n'a pas beaucoup construit de bâtiments universitaires, et, tout d'un coup, face à des besoins nés de l'accroissement démographique, nous nous trouvons confrontés à des échelles considérables. Pour une université comme Saint-Quentin - Versailles, il y a 250 000 m² de bâtiments universitaires à construire en dix ans et on prévoit 200 000 m² de résidences et

► sur la bibliothèque centrale, c'est une image du rapport entre la convivialité, la recherche, l'enseignement et la vie quotidienne.

» Voulons-nous que le projet s'articule autour des lieux de convivialité, comme dans les universités américaines, ou autour de la bibliothèque, des activités de recherche, de l'articulation entre la recherche et la pluridisciplinarité ? L'identité de l'université aujourd'hui, peut-être devons-nous la chercher dans son articulation avec la société civile.

» Les architectes ont une tâche difficile : un bâtiment, ça se voit. Quelle image faut-il lui donner ? Quelle hiérarchie faut-il respecter ? Il faut absolument que les universitaires se mobilisent pour répondre à ces questions.

» Heureusement, les architectes sont habitués à produire de l'espace qui sera détourné. La logique du détournement, c'est la logique de la production de l'espace : on peut faire dans une salle de classe tout et son contraire. La question se pose donc de faire des projets qui visent non pas à répondre à un espace instantané, l'espace technologique. Il faut plutôt se poser la question braudélienne de la longue durée, se demander ce qui est fondamental. Dans une université, il y a des petits groupes, de plus grands groupes, des chercheurs, des endroits où l'on se rencontre. Si l'on clarifie bien ces quelques éléments qui

sont de l'ordre de l'universel, de l'université ou de l'universalité, on peut, peut-être, faire de bonnes universités, malgré l'absence d'une idée universitaire.

Le Monde. - François Dubet, vous êtes sociologue et vous enseignez à Bordeaux-Talence, exemple-type d'un campus qui reste désespérément à l'écart. D'où vient cet échec ?

François Dubet. - Talence est un très bon exemple. C'est un très beau campus, vert, spacieux, confortable... et sinistre. Et l'échec du campus de Talence n'est certainement pas un échec d'urbaniste, c'est un échec de l'université.

» Il y a quelque chose qui me gêne un peu dans ce balancement, où l'on dit : les campus ayant raté, revenons vers la ville, ouvrons-nous vers la ville. Quand on ouvre des universités en crise, vers des banlieues en crise, on peut s'attendre au pire. Mais, indépendamment de ça, je suis tout à fait sensible à ce qu'a dit M. Grumbach : il ne faudrait pas que l'idée d'un retour vers la ville tienne lieu de projet universitaire.

» Quand on regarde comment se constitue l'expérience étudiante, on voit que le débat sur l'université et la ville n'est pas un débat de géographe ou d'urbaniste. La question qui se pose, c'est : comment construire un milieu étudiant ?

» Pendant très longtemps les universités ont été monumentales et pas du tout ouvertes dans la ville. La Sorbonne où nous sommes n'était certainement pas très ouverte vers la ville. C'était un lieu monumental, impressionnant, mais il était intégré, car il recueillait un public limité, ayant des projets culturels et un avenir professionnel précis, trouvant dans la ville le réseau de cinémas, de cafés, d'activités politiques, qui a créé ce qu'on appelle le Quartier latin et la vie universitaire.

» Le fait qu'on ait construit des campus qui ont échoué ne tient pas nécessairement à leur aspect banlieusard. Lorsqu'on regarde l'expérience des étudiants, on s'aperçoit que là où l'université a une capacité d'emprise sur leur vie, par la présence des enseignants, par les projets professionnels, par une forte composante culturelle, le campus peut être vécu comme un endroit parfaitement acceptable. Si vous comparez la manière dont le campus de Talence est perçu par les étudiants de sciences politiques, et par ceux de première année d'anglais, ça n'est pas le même campus. Or ils sont bien au même endroit.

» Je crois que la réflexion sur le retour en ville pourrait nous conduire aux pires désillusions. Après avoir raté les campus et en avoir rêvé (dans les années 60, on pensait que l'on

(Publicité)

MAGISTÈRES DES SCIENCES DE LA VIE

UN CHOIX RIGoureux

■ **sur dossier** à demander au moyen du coupon réponse ci-dessous

■ **sélection et admissions définitives** : entretien avec un jury d'universitaires et de professionnels en juillet ou septembre.

UNE FORMATION ADAPTÉE

Ces étudiants apprennent à maîtriser les techniques et les concepts modernes de Biochimie, Biophysique, Biologie cellulaire et moléculaire, Chimie, Génétique, Microbiologie et Pharmacologie.

3 ans de formation de haut niveau avec stages en entreprise ou en laboratoire de recherche.

DES DÉBOUCHÉS EUROPÉENS

Laboratoires publics (CNRS, INSERM, INRA, ORSTOM, CEA) et Centres de recherches des industries agro-alimentaires, biotechnologiques, chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques.

Université Claude-Bernard ENS LYON-I BIOLOGIE MOLÉCULAIRE ET CELLULAIRE

Objectifs. Recherche en biologie moléculaire et cellulaire et aux interfaces de la biologie avec la physique et les mathématiques.

Enseignements : formation de base et spécialisation en biochimie, biologie cellulaire, génétique, biologie végétale, microbiologie, neurobiologie, génie biologique.

Diplômes nationaux

1^{re} année : Licence
2^e année : Maîtrise
3^e année : DEA et diplôme Magistère

Date limite candidature : 1^{er} juin
Secrétariat du Magistère de Biologie Moléculaire et Cellulaire - Institut de Chimie et Biologie Moléculaire et Cellulaire - Bât. 301 - 43, bd du 11 Nov. 1918, 69622 Villeurbanne Cedex.
Tél. : 72-44-85-33.

Université de Nancy I ENZYMLOGIE MICROBIOLOGIE

Objectifs
Formations à finalités professionnelles.

Enseignements

Polyvalence scientifique en Microbiologie, Enzymologie, Biologie moléculaire, Génétique, Chimie organique, Immunologie et Biophysique.

Trois stages industriels ou de recherches en France ou à l'étranger (Agroalimentaire, pharmacie, dépollution, cosmétique et contrôle qualité)

Diplômes nationaux

1^{re} année : Licence de Biochimie
2^e année : Maîtrise de Biochimie
3^e année : Magistère et/ou DEA suivant l'option

Date limite candidature : 1^{er} juin
UFR Sciences Biologiques - BP 239 54506 Vandœuvre-lès-Nancy
Tél. : 83-91-22-93.

Université de NICE-SOPHIA ANTIPOLIS PHARMACOLOGIE

Objectifs : un enseignement à finalités professionnelles dont les options ne sont pas ou peu enseignées dans l'université française.

Enseignements pluridisciplinaires délivrés par des professionnels et des enseignants-chercheurs (CNRS, INSERM, INRA). Stages industriels.

Options : Brevets et propriété industrielle/Arômes et cosmétiques/ Toxicologie/Recherche.

Diplômes nationaux

1^{re} année : Licence de Biochimie
2^e année : Maîtrise de Biochimie
3^e année : Magistère et/ou DEA suivant l'option.

Recrutement en 1^{er} An. plus Except. pour 92/93, en 2^e An. sortie Licence

Date limite candidature : 30 juin
Centre de Biochimie, Université de Nice-Sophia Antipolis, parc Valrose 06108 Nice Cedex 2.
Tél. : 93-52-99-44.

Université de PARIS, 6, 7, 11 ENS Ulm BIOLOGIE-BIOCHIMIE

Objectifs. Formation prédoctorale par la recherche fondamentale ou appliquée en Biologie dans le secteur « Vie et Santé » « Chimie et Environnement » ou « Agro-Alimentaire »

Enseignement pluridisciplinaire théorique plus large que celui des actuelles Maîtrises de Biologie (Ecologie, Chimie, Informatique...). Initiation à la recherche dès la première année.

Diplômes nationaux

1^{re} année : Licence de Biochimie ou Biologie Cellulaire et Physiologie
2^e année : Maîtrise de Biochimie ou Biologie Cellulaire ou Génétique/Biologie Moléculaire
3^e année : DEA et diplôme Magistère

Date limite candidature : 30 juin
Les étudiants de toutes les universités peuvent se porter candidats.

Magistère de Biologie-Biochimie
ENS niveau 5, 46, rue d'Ulm, 75230 Paris.

Université de STRASBOURG-I CHIMIE-BIOLOGIE

Objectifs. Former les étudiants aux recherches de pointe à l'interface de la chimie et de la biologie.

Enseignements communs fondés sur les Licences et Maîtrises de l'interface complétés par des cours spécifiques délivrés par les spécialistes de la recherche. Formation pratique assurée au sein des laboratoires de recherche du CNRS, INSERM, Université. En 3^e année options parmi 7 formations doctorales.

Diplômes nationaux

1^{re} et 2^e année : Licence et Maîtrise de l'Interface (en Chimie, Biochimie ou Biologie Cellulaire)
3^e année : DEA et Magistère

Date limite candidature : 5 juillet
Retrait dossier : CIO ULP (88-41-61-32). **Dépôt** : Service scolarité ULP, 4, rue Pascal - 67070 Strasbourg
Tél. : 88-41-62-19 ou 29

CONDITIONS D'ADMISSION

Diplômes 1^{er} cycle ou équivalent

DEMANDE DE DOSSIER DE CANDIDATURE : Adressez-moi le dossier de candidature ainsi que le programme du Magistère

NOM : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Téléphone : _____

DERNIER DIPLÔME OBTENU : _____

allait faire des Berkeley partout), on ne peut pas se mettre à rêver de Sorbonne partout parce que nous allons rentrer en ville. Les mêmes universités de masse, les mêmes universités à problèmes, rencontreront les mêmes problèmes dans les centres-villes que dans les banlieues. Je crois donc que l'intégration de projet d'architecture et de développement des universités ne peut pas se faire indépendamment des véritables projets universitaires, c'est-à-dire de l'idée de construire une expérience étudiante, d'intégration du milieu juvénile autour d'études. Ceci suppose évidemment des cinémas, des cafés, des stades, mais aussi peut-être une réflexion sur la finalité des études, sur la démocratie universitaire, sur le rapport aux enseignants.

» L'idée d'ouverture vers la ville me paraît étrange : lorsqu'on interroge les étudiants, il n'est pas évident qu'ils ne souhaitent pas une certaine spécificité du lieu universitaire, un certain climat d'études, une certaine homogénéité. Ce n'est pas pour autant un lieu d'exclusion. Je crois qu'il serait très dangereux de remplacer l'utopie qui a raté par une autre qui n'aurait pas beaucoup de chances de réussir. Nous devons avoir la capacité de construire des universités au sens sociologique du terme, c'est-à-dire des endroits qui mettent en œuvre de la recherche, de la formation, des relations pédagogiques, un milieu intellectuel, une activité juvénile. Je dirais, un peu cruellement, comme Bordelais qui vit dans un campus très agréable, que l'on doit se défier de l'idée selon laquelle ce sont les problèmes d'architecture et d'espace qui feront fonction d'un projet universitaire, mal perceptible.

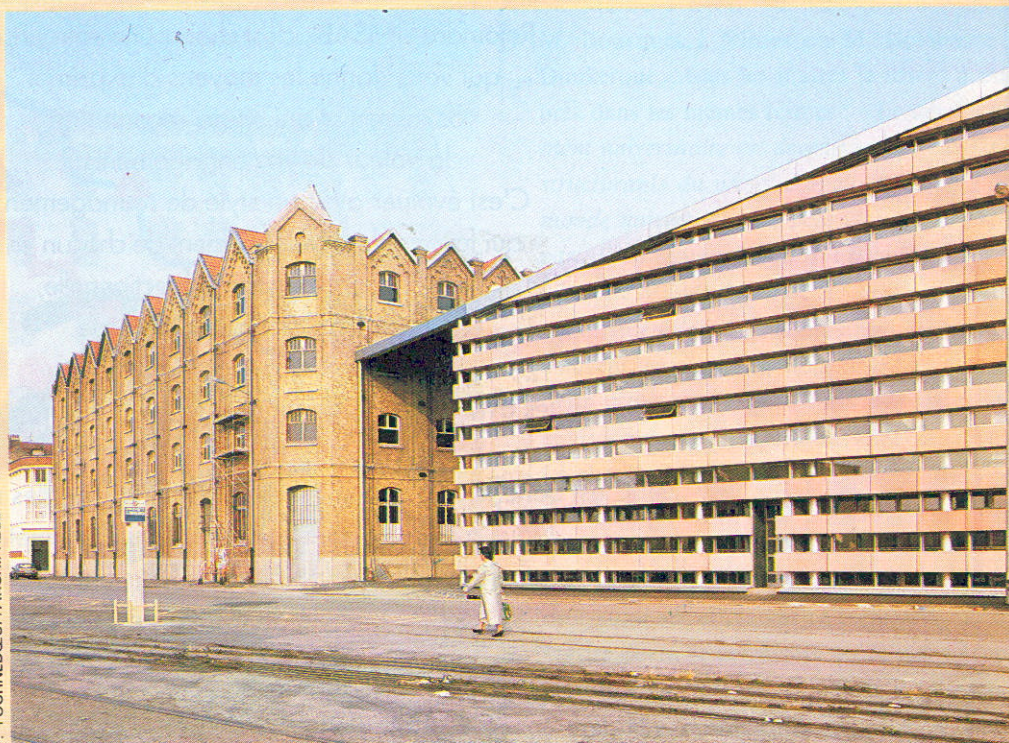
» Dans le cas bordelais, ce qui me semble dominer, c'est l'extrême séparation de la ville et du campus. Quand on interroge les étudiants on s'aperçoit qu'ils séparent complètement les deux univers. Ils vont au campus comme on va à l'usine et ils reviennent à la ville comme on revient dans la civilisation. Mais ça n'est pas nécessairement parce qu'on mettra l'université dans la ville que l'on civilisera l'université. Il y aurait un leurre de penser que c'est un problème de déplacements géographiques. L'expérience américaine nous montre le contraire. Ils ont su faire des campus, nous n'avons pas su en faire. Nous rêvons de faire des universités dans la ville en nous imaginant qu'elles ont été intégrées dans la ville, ce qui n'est pas forcément vrai non plus.

» Ce qui est extrêmement difficile à concevoir intellectuellement, c'est ce lien entre le projet universitaire, qui reste un projet de pédagogie et de formation, et un projet d'architecture. Or je suis frappé par l'extrême dissociation des deux, y compris au niveau des négociations : on discute avec le conseil général, le conseil régional, le président d'université, de mètres carrés et d'espaces, etc., et on discute de formation dans des

niveaux de pratiques universitaires qui n'ont plus rien à voir avec cela, qui sont des UFR, des départements. On est alors dans d'autres strates, dans d'autres logiques de fonctionnement. Je crains que nous n'abandonnions un mythe qui a raté pour un autre qui peut-être nous décevra.

Philippe Lucas. – Il me semble que nous vivons un grand dérangement. Les attentes adressées à l'université sont nombreuses. Elles se traduisent à la veille des rentrées universitaires par la question des journalistes : est-ce que ça va passer ? Mais on découvre aussi la richesse symbolique que représente l'université en particulier pour les collectivités locales. Les universités prennent

la représentation des pouvoirs et des rôles, surtout lorsque les élus sont aussi des universitaires, et que les clientèles s'en mêlent. La tranquillité du milieu universitaire s'en trouve atteinte. Que faire de ce dérangement ? Comment le maîtriser ? On l'a dit : il faut négocier, il faut contracter, il faut en parler. L'université n'est-elle pas un lieu public ? Mais alors d'autres questions se posent : qui parle ? Au nom de qui ? Est-ce le président ? Le conseil d'administration ? Ou les universitaires titulaires d'un mandat autre qu'universitaire ? Ou le chercheur en raison de sa compétence ou de celle qu'on lui attribue ? On ne peut parler d'aménagement, d'urbanisme, sans parler des formations délivrées, des objectifs pédagogiques.



P. TOURNEBEUF/ARCHIPRESS

L'université de Dunkerque dans les anciens entrepôts du port.

conscience, et leurs partenaires avec elles, qu'elles ont une chance à saisir et qu'elles ne doivent pas la gâcher.

» Mais avec ces prises de conscience, apparaissent des tensions nombreuses. Il y a l'urgence, la préparation des rentrées, et puis le long terme : on peut bâcler un préfabriqué, mais pas une construction en dur. Il y a aussi l'intrusion des tiers dans une relation duelle entre le maître et l'étudiant, entre l'université et l'Etat. Cette intrusion, c'est celle des collectivités, qui découvrent la richesse que constitue l'université, s'en préoccupent, investissent, qui ont des prétentions, pas forcément illégitimes, et qui prétendent être autre chose que des bailleurs de fonds.

» Cette intrusion n'est ni neutre ni innocente. Elle dérange des relations. Elle brouille

» J'ai été frappé de constater que l'université française a surtout bougé ces dernières années à la périphérie. C'est là que se sont développées les actions nouvelles comme la formation continue ou les actions culturelles avec les municipalités, que sont nées les associations doublant les centres de recherche ou des autres administrations de l'Etat. Bref, il se passait beaucoup de choses qui échappaient au centre, à la communauté universitaire et le centre ? Il y a une dialectique sur laquelle il convient de réfléchir. Les gens de l'art (architectes, urbanistes...) ne peuvent pas s'en désintéresser. Ils leur appartient avec la société universitaire et avec ses partenaires de trouver les moyens d'un dialogue permanent. »